



Communiqué de presse de la CFDT-ONERA

ONERA – La CFDT demande la démission du Président Maugars

Le 17 décembre dernier, la proposition de budget 2011 présentée en CA, par le président Denis Maugars, a été rejetée.

Les représentants de l'Etat (tutelles) ont voté contre, les représentants des industriels se sont abstenus et les représentants du personnel ont refusé de participer à ce vote.

Cette proposition de budget entérinait :

- une nouvelle baisse de la subvention globale de la DGA (-2M€),
- la disparition de la subvention de la DGAC (-4M€),
- une progression de l'activité contractuelle de 8,5% (+ 11M€) qui suppose, pour la 7^{ème} année consécutive, des gains de productivité énormes,
- une baisse drastique des équipements scientifiques à cause de l'imputation, sur ce budget, des opérations immobilières liées à la fermeture du site de Châtillon.

Les représentants du personnel ont refusé de cautionner, d'une part, cette course à la productivité imposée par notre président depuis plusieurs années et, d'autre part, en désaccord avec les engagements de l'Etat, la baisse continue de la subvention et donc des ressources pérennes indispensables au bon fonctionnement d'un organisme de Recherche et au maintien de nos compétences. C'est la raison pour laquelle, à l'unanimité (CFDT-CGT-CGC-FO), les élus ont quitté la séance lors du vote du budget.

Par ailleurs, les tutelles ont dénoncé un manque de concertation dans l'élaboration de ce budget, jugé non sincère, et ont estimé irréaliste la croissance contractuelle programmée. Elles ont, comme le CCE depuis 2007, dénoncé les manipulations des présentations comptables permettant de faire apparaître artificiellement un résultat excédentaire et rendant impossible toutes comparaisons d'une année sur l'autre.

Il apparaît donc à la suite de ce CA que le président Maugars n'a plus de soutien, en interne comme en externe. Sa gestion monarchique de l'ONERA, sa politique de contractualisation à outrance, la disparition du dialogue social (aucune présence au CCE depuis 2005) font qu'il n'a pas de soutien en interne, ni des organisations syndicales, ni des instances représentatives du personnel, ni du personnel. Et, c'est maintenant confirmé pour la deuxième fois après, en 2009, le rapport d'Audit par l'IGF sur la stratégie de l'ONERA : les tutelles désavouent publiquement, à la fois les méthodes de notre président et la concentration des pouvoirs sous sa seule responsabilité.

Pour preuve de cette défiance des tutelles, si la DGA et la DGAC ne subventionnent plus autant l'ONERA, c'est, entre autres, parce qu'elles n'ont pas confiance en l'utilisation qui pourrait être faite des fonds alloués. Et il faut reconnaître qu'en particulier, l'absence de stratégie et d'orientation scientifique que l'audit a également dénoncé, leur donne raison.

L'ONERA doit rapidement adopter d'autres pratiques afin d'accomplir, à nouveau, ses missions. Il doit regagner la confiance de l'ensemble des tutelles, de ses partenaires et du personnel. Et pour cela, il n'y a qu'une seule solution : le départ de son président, Denis Maugars.

S'il n'a pas la clairvoyance de démissionner lui-même, il est de la responsabilité des tutelles de le remplacer le plus rapidement possible. Il est également de la responsabilité des tutelles de nommer à sa place une personnalité issue du monde de la Recherche ou, pour le moins, qui en a fait partie, une personnalité qui sera capable de comprendre les particularités et le fonctionnement d'un organisme de Recherche comme l'ONERA. Ce sont les conditions indispensables pour retrouver la sérénité dont nous avons tous besoin, pour que l'ONERA puisse à nouveau répondre à ses missions de service public en faveur de la recherche aérospatiale.